

# CAP FINISTÈRE

PENN AR BED



Dispensé de timbrage BREST CTC

## L'école de l'ennui et de l'échec

**L'Éducation nationale est victime d'une double attaque de la part du gouvernement. D'une part sur le front des moyens, d'autre part sur celui de la pédagogie. A court terme, c'est une école à deux vitesses qui risque de s'imposer durablement.**

Le 5 avril, une manifestation départementale rassemblant plus d'un millier de personnes s'est déroulée dans les rues de Brest. "L'intersyndicale a choisi cette ville car les suppressions de classes y sont particulièrement importantes", explique Claude Keryhuel de l'UNSA éducation. Des délégations de Bourgu-Blanc, Le Conquet ou Guerlesquin notamment, étaient très présentes dans le cortège.

Quimper n'est pas épargnée non plus. Dans le projet de l'inspecteur d'académie, sept postes devaient être supprimés en maternelle ou en primaire. "Je n'ai jamais

vu depuis 20 ans une hécatombe à ce niveau !", s'inquiète Jean-Jacques Urvoas. Mais, le député de Quimper n'est pas totalement surpris. "Il est vrai que le budget de l'Éducation, adopté par la droite à l'Assemblée, prévoyait 11 200 suppressions sur l'année".

Il faut donc une sacrée dose de mauvaise foi, de la part des élus de l'UMP, pour s'étonner des conséquences de ce vote aujourd'hui dans les écoles du département. "C'est la première fois dans le Finistère que le nombre de fermetures est supérieur au nombre d'ouvertures de classes", dénonce Claude Keryhuel. "Et en plus, il faut savoir que l'Inspection académique a procédé à plus de 70 fusions d'écoles maternelles et primaires, souvent sans même avertir les élus. C'est ainsi que les classes uniques grande section/CP se multiplient".

Ces suppressions de postes remettent clairement en cause l'accueil des enfants de deux ans dans les

SUITE PAGE 2

**CAP  
FINISTÈRE**

26 B, rue Aristide-Briand  
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 10/04/2008



**PRESSE  
URGENTE**  
DISTRIBUÉE PAR  
LA POSTE

## Santé : une riposte départementale

**Les menaces qui pèsent sur les établissements de santé dans le Finistère et les mauvais coups déjà portés exigent une réponse globale, à la hauteur de l'enjeu.**

C'est dans cet esprit que François Cuillandre, maire de Brest, et le président de l'association "Céline et Stéphane", André Civray, ont lancé un appel pour une grande manifestation, à Brest, place de la Liberté, à une date qui reste à fixer.

"La décision de l'Agence régionale d'hospitalisation (ARH) remettant en cause les activités d'allogreffes et de neurochirurgie pédiatrique du CHU de Brest est intolérable !", se sont indignés les élus socialistes de l'agglomération brestoise. Elle démontre une absence de totale de lucidité et de clairvoyance, cachant la réalité de notre territoire derrière une manipulation



François Cuillandre

de chiffres. "Nous ne pouvons accepter cette situation et une telle désinvolture vis-à-vis des enfants, familles, professionnels de santé et plus généralement des citoyens de la pointe Bretagne".

En effet, aucun argument médical, social, économique, ne justifie la fermeture du site brestois. Au-delà des éléments objectifs et évidents qui militent en faveur du maintien de ces activités dans la cité du Ponant, il semble que le dossier ait été monté en toute opacité, sans que les arguments du CHU de Brest et la parole des usagers aient été entendus, allant jusqu'à remettre en cause les qualités humaines et professionnelles des médecins, infirmières, aides-

SUITE PAGE 2

## EN CLAIR !

**Nouveau mauvais présage.**

La démission du Modem du sénateur Jean Arthuis, cette semaine, amène une nouvelle fois à se poser la question de la survie du mouvement centriste. Nombreux sont de surcroît les élus nationaux qui disent vouloir l'imiter rapidement. Et qui ne semblent plus croire en l'avenir de la formation et en son positionnement. Il est vrai que, au mois de mars, la clarté n'aura pas été le fort de l'organisation, oscillant sur le territoire national de l'UMP au Parti Socialiste tout en étant capable de s'allier ici ou là au PC. On s'attendait à l'affirmation d'une idéologie solide parce que récemment créée, d'un projet structuré pour l'avenir, on a pu surtout observer des comportements opportunistes. A force de ne pas choisir son camp, le parti de François Bayrou n'est nulle part sinon dans les turbulences. Fortes.

## L'Éducation nationale est en train de tirer progressivement un trait sur l'accueil des 2-3 ans

\*\*\* maternelles. Pourtant, "la scolarisation précoce des élèves constitue une des clés des bons taux de réussite scolaire de la Bretagne", souligne Jean-Jacques Urvoas. Les élus et les parents d'élèves de Quimperlé sont aussi confrontés à cette difficulté. La suppression d'un poste dans l'école du Lézardeau surchargera encore les autres écoles et les familles seront condamnées à scolariser leurs enfants dans deux groupes scolaires différents avec toutes les conséquences que cela suppose.



70 suppressions de postes dans le Finistère

"Disons simplement les choses. L'Éducation nationale est en train de tirer progressivement un trait sur l'accueil des 2-3 ans. Sans, bien sûr, le dire officiellement", résume le conseiller général, Michaël Quenez. Cette hypocrisie est d'autant moins acceptée que les dirigeants de l'enseignement privé n'hésitent pas, eux, à l'écrire noir sur blanc. Dans le numéro 321 de février 2008 du magazine *Enseignement catholique actualité*, le secrétaire général écrit : "Au moment où l'Éducation nationale se désengage à l'égard des moins de trois ans, le temps est sans doute venu pour les établissements catholiques de redécouvrir leur savoir-faire spécifique pour l'accueil des tout-petits dès dix-huit mois (ou même en deçà) et de les mettre à disposition de tous. Ce chantier exigera d'inventer des formules très variées, adaptées aux contextes locaux. Sortons des sentiers battus ! Utilisons, en ce domaine comme dans les autres, nos espaces de liberté ! Sachons être aussi audacieux que des enfants !". Voilà qui a le mérite d'être clair.

En collège non plus, les perspectives ne sont pas bonnes : les suppressions de postes auront, dans les années qui viennent, des répercussions catastrophiques lorsque les enfants nés à partir de 2000 quitteront l'enseignement primaire.

Mais le gouvernement ne se contente pas de réduire les moyens accordés à l'Éducation nationale. Les nouveaux programmes,

élaborés par Xavier Darcos, ont suscité un véritable tollé parmi les enseignants et les spécialistes de la pédagogie. Jack Lang et Luc Ferry allant même jusqu'à qualifier le projet du ministre de "populisme scolaire". Pour les enseignants, on court à la catastrophe. "On va dégoûter les élèves", prévient Anne Maréchal, directrice d'école dans le Sud-Finistère, "comme on a dégoûté des milliers d'enfants de la musique en les obligeant à faire du solfège sans jouer d'un instrument".

Les nouveaux programmes concoctés par Xavier Darcos vont créer "une école de l'ennui et de l'échec", annonce l'ancien recteur, Philippe Joutard, qui présida le groupe d'experts pour les programmes à l'école primaire mis en application en 2002. Sous prétexte de retour aux fondamentaux, ils privilégient la mémorisation mécanique des règles orthographiques et grammaticales au détriment de la compréhension. Les exemples caricaturaux ne manquent pas : des temps comme le futur ou le passé antérieur, jusqu'ici enseigné au collège, seront désormais au programme de primaire. La division sera au programme du CP. Tout comme les grandes dates et personnages de l'histoire de France, alors même que des élèves de cet âge ne savent pas encore précisément se situer dans le temps.

"Ce projet pénalise ceux qui ont le plus besoin d'école", a dénoncé le Bureau national du PS. C'est la même logique qui a prévalu pour la généralisation des bac-pro en trois ans. "En quatre ans, nous pouvons remettre en selle certains élèves", explique Claude Keryhuel. Mais, maintenant, que deviendront ceux qui ne peuvent pas suivre ?

C'est une école à plusieurs vitesses que prépare le gouvernement. En supprimant 11 000 postes et en imposant des programmes inadaptés, Xavier Darcos va amplifier l'échec scolaire, sacrifiant encore une fois celles et ceux qui ont le plus besoin d'être soutenus.



Une mobilisation départementale



Le CHU de Brest menacé

\*\*\* soignantes et les dames en rose du CHU de Brest.

Depuis la forte mobilisation des élus finistériens en faveur du centre brestois, les rassemblements populaires, une pétition de plus de 70 000 signatures, la mobilisation ininterrompue de l'association "Céline et Stéphane", l'opposition ferme à ce transfert par le comité régional d'organisation sanitaire, les élus socialistes de Brest métropole océane n'ont pas cessé de défendre les intérêts du CHU.

Ils appellent donc tous les citoyens de l'agglomération et de la pointe Bretagne à défendre le droit à la santé et à rappeler le gouvernement à ses engagements. Car, derrière l'absurdité de cette déci-

## Le droit à la santé est menacé dans le Finistère

sion, se dévoile une remise en cause plus large du service de santé de l'Ouest breton. Les fermetures de services annoncées dans les hôpitaux à Carhaix, Morlaix ou Landerneau, montrent la terrible logique, à l'œuvre aujourd'hui, qui nie totalement l'évidence de notre situation géographique. A court terme, les inquiétudes sont grandes pour la pérennité même de la fac de médecine de Brest. Le CHU, centre hospitalier universitaire, deviendrait alors un simple CHR (centre hospitalier régional).

De manière plus large, comment peut-on accepter que la réforme du service public et la recherche d'économie budgétaire se concentrent sur les services essentiels de notre République que sont la santé, le logement, l'emploi ou encore l'enseignement avec des coupes de plus en plus sombres dans l'Éducation nationale ? C'est bien la République que l'on démembrer, ses valeurs de solidarité, sa garantie d'égalité. Plus de cent ans de luttes sociales pour en arriver là ! La mobilisation de toutes et tous, quelles que soient ses convictions, est désormais d'une absolue nécessité. Les Finistériens auront l'occasion de démontrer leur détermination dès que la date de la grande manifestation sera fixée.

## Le PS brestois ouvre ses portes

On a pu le constater durant les campagnes municipales et cantonales, le Parti Socialiste constitue une force de propositions et de mobilisation indispensable.

*"Mais on peut toujours mieux faire", estime Marc Coatanéa, secrétaire du comité de ville de Brest. "C'est la raison pour laquelle, dans la foulée de la réélection de l'équipe de François Cuillandre, nous avons décidé de lancer une campagne d'adhésions et d'organiser une journée portes ouvertes dans nos locaux de la rue de Portzmoguer, le 5 avril".*

Il s'agissait tout à la fois d'engager le dialogue avec les Brestois qui le souhaitent, d'accueillir de nouveaux adhérents et aussi de saluer le travail effectué par les militants qui ont permis la victoire aux municipales et dans les deux cantons renouvelables cette année. Pour la première fois, en effet, avec l'élection de Réza Salami à Brest-centre et de Jean-Luc Polard à Bellevue, tous les cantons de Brest ont un conseiller général socialiste.

Plusieurs sympathisantes et sympathisants ont profité de cette occasion pour adhérer.



*"Chacun doit trouver sa place au PS", explique Marc Coatanéa*

*"La plupart d'entre eux nous ont expliqué qu'ils voulaient le faire depuis longtemps mais qu'ils n'avaient pas trouvé la bonne occasion", résume Pierre Karleskind. "J'étais auparavant élue dans la région de Morlaix. Je vis à Brest depuis plusieurs années, je ne m'étais pas encore décidée à franchir le pas", confirme une nouvelle*

*adhérente de la section Brest-rive gauche qui croit "en l'intelligence collective fondée sur des valeurs".*

*"Chacun doit trouver sa place au sein du PS", a insisté Marc Coatanéa qui a annoncé aux nouveaux adhérents des réunions d'information sur le fonctionnement du parti dans la perspective du congrès.*

## LIBREMENT DIT... LIBREMENT DIT... LIBREMENT DIT... LIBREMENT



### La France perd son image d'indépendance

Avec Jean-Pierre Maulny

**Directeur adjoint de l'IRIS, Jean-Pierre Maulny a été chargé de mission auprès du président de la commission de la Défense et des Forces armées de l'Assemblée nationale de 1997 à 2002. Il est responsable à l'IRIS des questions liées à l'industrie d'armement et aux ventes d'armes.**

**Cap Finistère : Après le discours de Cherbourg, peut-on dire qu'un plan de rigueur s'annonce pour l'armée française ?**

**Jean-Pierre Maulny :** Dans le discours prononcé à Cherbourg à l'occasion du lancement du sous-marin le Terrible, Nicolas Sarkozy a réaffirmé que la France allait garder son rang dans le monde mais une semaine après on apprend la fermeture de nombreuses bases. Il y a un paradoxe et des incohérences.

**Cap Finistère : Comment sont ressenties ces annonces dans la "grande muette" ?**

**Jean-Pierre Maulny :** Elle n'est pas si muette que ça. Le général Cuche a tout de même écrit au général Georgelin pour dénoncer la "paupérisation" de l'armée de terre.

Les élus locaux se mobilisent pour garder les casernes mais, au sein de l'armée aussi, les militaires craignent que le pouvoir leur demande de faire plus avec moins de moyens. C'est dans l'armée de terre que les inquiétudes sont les plus fortes.

**Cap Finistère : Les discussions sur le livre blanc de la défense sont-elles utiles lorsque le président de la République prend régulièrement des décisions qui engagent l'avenir de l'armée française ?**

**Jean-Pierre Maulny :** Effectivement, si on prend la liste des mesures annoncées par le président de la République pen-

*dant que les parlementaires préparent le livre blanc, on peut se demander s'ils disposent vraiment de marges de manœuvre : en janvier, c'est la création du Conseil de sécurité nationale, à Cherbourg on apprend la réduction de notre composante aéroportée et, tout récemment, le Président décide d'augmenter le nombre de militaires français en Afghanistan et de réintégrer le commandement intégré de l'OTAN.*

**Cap Finistère : Le retour de la France dans l'OTAN condamne-t-il l'Europe de la défense ?**

**Jean-Pierre Maulny :** Les deux ne sont pas incompatibles. Mais, si nous voulions obtenir des contreparties pour l'Europe de la défense, il ne fallait pas donner l'impression de nous ranger si tôt derrière les États-Unis. Il est à craindre que nous n'obtenions pas satisfaction quant aux progrès de l'Europe de la défense. De plus, si nous avons besoin d'une complémentarité entre l'Europe de la défense et l'Otan il faut que l'Europe de la défense reste autonome. Cela sera plus difficile si nous réintégrons l'Otan car nos partenaires jugeront que cette autonomie n'est plus nécessaire.

## Rendez-vous

### 28 avril

A 18 h 30 : Bureau fédéral, au siège de la fédération à Quimper, 26 B, rue Aristide-Briand.

### 30 avril

A 18 h 30 : Conseil fédéral, au local du Parti Socialiste à Brest, 13, rue de Portzmoguer.

### 13 mai

Votes en sections pour la liste aux sénatoriales.

### 29 mai

Votes en sections sur la proposition de nouvelle déclaration de principe du PS.

### 10 mai

Pour célébrer le 27<sup>e</sup> anniversaire de la victoire présidentielle de François Mitterrand, la fédération du Finistère du Parti Socialiste organise, le samedi 10 mai 2008, un rassemblement sur la plage de Beg an Fry à Guimaëc.

C'est en effet à cet endroit que débarqua François Mitterrand, le 26 février 1944.

### Trésorier fédéral

Suite à son élection à la mairie de Guipavas, Alain Queffelec abandonne ses fonctions de trésorier fédéral. Il est remplacé par Jean-Claude Lessard. Jean-Pierre Porée devient trésorier fédéral adjoint.

### Une annonce choquante et injustifiée

Les députés socialistes du Finistère (Patricia Adam, Marylise Lebranchu, Gilbert Le Bris, Annick Le Loch, Jean-Jacques Urvoas) sont signataires d'un communiqué commun, suite à l'annonce de la décision du Président d'envoyer un millier de soldats français supplémentaires en Afghanistan.

*"L'annonce par le président de la République, lors de sa visite officielle en Grande-Bretagne, de sa décision d'envoyer un millier de soldats français supplémentaires en Afghanistan est aussi choquante sur la forme, qu'injustifiée sur le fond, au regard de la situation dramatique de ce pays.*

*Malgré l'échec avéré de la stratégie du président Bush face aux talibans, au vu de l'enlèvement de l'armée américaine au bout de 7 ans de présence, le président Sarkozy s'apprête à engager la France dans ce qui risque de devenir une nouvelle impasse dans la lutte antiterroriste. Cette décision prépare-t-elle une réintégration, à marche forcée, de la France au commandement intégré de l'OTAN ?*

*En outre, la gravité d'une telle décision ne peut justifier le refus d'un vote du Parlement, alors que les socialistes ont demandé en vain, depuis plusieurs mois, la création d'une mission d'information parlementaire sur les opérations d'Afghanistan et l'audition des ministres de la Défense et des Affaires étrangères. En choisissant d'ignorer ces demandes, Monsieur Sarkozy commet une grave entorse à la démocratie et contredit ses annonces prétendant aller dans le sens d'une revalorisation du rôle du Parlement, ceci particulièrement en matière d'engagement de nos troupes dans des conflits extérieurs.*

*L'inefficacité de l'option militaire telle qu'envisagée jusqu'alors aurait dû logiquement conduire à renforcer l'aide humanitaire aux populations afghanes, notamment en matière de santé, d'éducation, d'agriculture ou de déminage des sols. Il est en effet primordial d'améliorer la perception de notre action par les civils afghans et de susciter ainsi leur adhésion à une lutte efficace contre le danger représenté par les talibans.*

*Nous, députés socialistes, signataires de ce communiqué, déplorons, outre une décision injustifiée et grave de conséquences, une méthode contribuant à réaffirmer un fonctionnement autocratique et monarchique de nos institutions. "*

## Annonces légales & judiciaires

courir du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes clos le 31 décembre 2012.

Pour avis.

**Cabinet Joseph DRONIOU  
SELARL D'AVOCATS  
20, quai Commandant-Malbert  
29200 BREST  
Tél. 02 98 80 02 64 - Fax 02 98 43 18 46**

**ESPACE - ELLE ET LUI  
SARL au capital de 7 622,45 €  
Siège social : 6, rue Claude-Farrère  
29200 BREST  
339 539 769 RCS BREST**

Aux termes d'un acte sous seings privés en date à BREST du 25 mars 2008, Monsieur Nicolas RIOU, demeurant à PLOUGASTEL-DAOULAS (29470), 237, L'Auberlac'h, a été nommé, pour une durée indéterminée, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2008, en qualité de cogérant.

Pour avis - La Gérance.

**Cabinet Joseph DRONIOU  
SELARL D'AVOCATS  
20, quai Commandant-Malbert  
29200 BREST  
Tél. 02 98 80 02 64 - Fax 02 98 43 18 46**

**ANGEL  
SARL au capital de 8 000 €  
Siège social : 206, rue Anatole-France  
29200 BREST  
489 147 801 RCS BREST**

Aux termes d'un acte sous seings privés en date à BREST du 25 mars 2008, Mademoiselle Aurélie GROSCLAUDE, demeurant à PLOUGASTEL-DAOULAS (29470), 237, L'Auberlac'h, a été nommée, pour une durée indéterminée, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2008, en qualité de cogérante.

Pour avis - La Gérance.

### AVIS DE CONSTITUTION

Avis est donné de la constitution de la société suivante :

**Dénomination sociale :**  
**LE PETIT TRAIN DU GUILVINEC**  
**Siège social :** 51, rue de la Marine - 29730 LE GUILVINEC.

**Objet social :** Promenades découvertes en petit train touristique.

**Durée de la société :** 99 ans à compter de la date d'immatriculation au RCS de QUIMPER.

**Capital social :** 1 500 €.

**Gérante :** Madame LE BERRE/LE FLOCH Dominique, demeurant au 51, rue de la Marine, 29730 LE GUILVINEC.

La société sera immatriculée au RCS de QUIMPER.

**AUTOCUISE S.A.S.**  
**Société par actions simplifiée**  
**au capital de 1 000 000 €**  
**Siège social :** ZAC Technopôle Brest Iroise  
**Secteur de la Pointe du Diable**  
**29280 PLOUZANÉ**  
**RCS BREST 380 295 451**

Aux termes d'une décision en date du 19 décembre 2007, la société LUCAS INDUSTRIES LIMITED ayant son siège social à Stratford Road Solihull B90 4AX (Royaume Uni) a été nommée Présidente de la société, en remplacement de la société TRW AUTOCUISE LIMITED, pour la durée restant à

## S'abonner :

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

.....

.....

Abonnement  Réabonnement

Abonnement pour 1 an : 15 €

Abonnement de soutien :  
à partir de 20 €

Chèque à l'ordre de :  
Fédération du Finistère  
du Parti Socialiste.